

**ARRÊTÉ DU MAIRE
DE CHERBOURG-EN-COTENTIN**

ARRÊTÉ N°AR_2023_2497_CC

Monsieur Benoît ARRIVÉ, Maire de Cherbourg-en-Cotentin,

MISE EN SÉCURITÉ- PROCÉDURE URGENTE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L2212-2, L2212-4, L2131- et L2213-24,

**IMMEUBLE N° 21 RUE DE LA PAIX SUR LA
COMMUNE DÉLÉGUÉE DE CHERBOURG-
OCTEVILLE**

Vu le code de l'habitation et de la construction, et notamment les articles L511-1 à L521-22, L521-1 à L521-4 et les articles R.511-1 à R511-13,

Vu l'arrêté n° AR_2022_3724_CC du 12 octobre 2022 portant sur les délégations de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués, complété par l'arrêté N° AR_2023_0211_CC du 17 janvier 2023;

Référence cadastrale section 000BC n°442

Vu le rapport, mandaté par la ville de Cherbourg-en-Cotentin, de l'entreprise SOCOTEC titulaire du marché d'expertise péril, en date du 07 juin 2023, concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L.511-10 du code de la construction et de l'habitation,

Considérant qu'il ressort du rapport que le plancher bois des wc du 1^{er} étage au-dessus du passage de l'issue de secours est très dégradé et menace de s'écrouler sur les usagers du lieu ;

Considérant qu'il ressort du rapport que l'absence de joint sur la maçonnerie de la façade arrière entraîne un risque de chutes de pierres dans la cour située dessous.

Considérant qu'il ressort du rapport que des ardoises sont en équilibre sur la lucarne de toit et que celles qui sont détachées présentent un risque de chute dans la cour intérieure ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

L'immeuble sur la parcelle cadastrée n° 442 section 000BC sis 21 rue de la Paix sur la commune déléguée de Cherbourg-Octeville est déclaré en état de mise en sécurité-procédure urgente.

ARTICLE 2

- La SCI LE THÉÂTRE, propriétaire, ayant son siège social sis 4 rue Pelouze, 50700 Valognes immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le SIREN 343642070, représentée par M. LHARDY Alain en qualité de gérant ;

- La SARL « Le Chat Noir » sis 21 rue de la Paix, 50100 Cherbourg-en Cotentin immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le SIREN 920494895, représentée par M. GOURLAY Jean François en qualité de propriétaire du fond de commerce ;

sont mises en demeure en ce qui les concerne respectivement, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté n° AR_2023_ 2497 _CC d'effectuer sur l'immeuble sis 21 rue de la Paix, parcelle cadastrée n° 442 section 000BC de la commune déléguée de Cherbourg-Octeville les actions suivantes (1à5) :

N°1- Un étaieement du plancher bois et une protection de la cour par la mise en place d'un filet à mailles fines et résistantes ou par une protection dure (contreplaqué ou tôle).

N°2- Purge des éléments pourris du plancher supportant le WC du 1^{er} étage au-dessus du passage de l'issue de secours.

N°3- Réfection de tous les joints de la façade arrière faite en maçonnerie traditionnelle de moellons.

N°4- Dépose de toutes les ardoises menaçant de tomber dans la cour intérieure.

N°5- Dépose de tous les éléments d'enduit du pignon ouest menaçant de tomber en contre bas dans la cour intérieure.

ARTICLE 3

Compte tenu du danger encouru, la cour intérieure, ainsi que le passage servant d'issue de secours à l'établissement « Le Chat Noir » sont interdits d'accès, et ce jusqu'à la réalisation de la prescription n°1 et constatation de l'expert SOCOTEC mandaté par la ville de Cherbourg-en Cotentin.

ARTICLE 4

Faute pour les personnes mentionnées à l'article 2 d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article, il sera procédé d'office à la prescription n°1 à leurs frais, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 5

Les personnes mentionnées à l'article 2, ou leurs ayants droit, doivent tenir à disposition tous les justificatifs attestant de la bonne réalisation des travaux prescrits.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 2 ci-dessus par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

Il sera également notifié aux propriétaires ayant droit de passage à la cour et à la sortie donnant sur la rue de la Paix

-Hôtel Beauséjour 26 rue Grande Vallée, 50100 Cherbourg-Octeville

-M. Yildirim Kenan 23 rue de la paix, 50100 Cherbourg-Octeville

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie où est situé l'immeuble, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L.511-12 et R.511-3 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter :

- de sa publication pour le recours des tiers,
- de sa notification pour le recours de l'intéressé(e)

Le Tribunal Administratif peut-être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 8

MM. le Directeur Général des Services, la police municipale, le sous-préfet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Cherbourg-en-Cotentin, le 15 JUIN 2023

Pour le Maire

L'Adjoint délégué

Pierre François LEJEUNE



Envoyé en préfecture le 15/06/2023

Reçu en préfecture le 15/06/2023

Publié le

S²LO

ID : 050-200056844-20230615-AR_2023_2497_CC-AR

